

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 JUIN 2002 N° 293

PRIX 0,60 Euro (4 F)

M A L I



LE PRESIDENT CHANGE

MAIS PAS LA SITUATION

DES EXPLOITES



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire:
Un pouvoir au service
des riches ...

Page 7
- Sénégal: Dakar
échappe des griffes
du PS pour ...

- Tchad: Le profit
d'abord, ...

Page 9
Angola: Règlement de
conflit sur le dos
des sinistrés

Page 10
Immigration: La lutte
des sans-papiers ...

Page 11
Madagascar:
Lutte pour le pouvoir
et situation de chaos

ABONNEMENT**FRANCE:**

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**MALI****LE PRESIDENT CHANGE
MAIS PAS LA SITUATION
DES EXPLOITES**

Le 8 juin dernier, Alpha Konaré après avoir régné durant dix ans, a laissé le palais présidentiel de Koulouba au nouvel élu, le général Amadou Toumani Touré dit "ATT". Ce dernier, rappelons-le avait déjà occupé la présidence entre mars 1991 et juin 1992. C'est lui qui prit le pouvoir par un coup d'Etat après le renversement du dictateur Moussa Traoré, lui-même arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat contre Modibo Keita en 1968. Mais, sachant que le pouvoir militaire était plutôt vomi par la population qui a souffert des exactions de l'armée durant plusieurs décennies, ATT promet que son pouvoir n'était qu'une "transition" et qu'il allait le laisser à un civil après avoir organisé une "conférence nationale" au terme de laquelle auraient lieu des élections. Cette promesse fut tenue et lui valut une certaine popularité auprès de grand nombre de Maliens.

C'est ainsi qu'ATT se retira du pouvoir au profit de Konaré qui, à la tête de l'ADEMA (son parti politique) sortit vainqueur de l'élection présidentielle en juin 1992. Mais ce dernier ne sort pas de nulle part. Ancien professeur d'Histoire à l'université de Bamako, il a été ministre de la culture du dictateur Moussa Traoré et à ce titre il cautionna bien évidemment la dictature et le règne du parti unique. Ce n'est que du bout des lèvres qu'il osa s'affirmer partisan du multipartisme au Mali. Le 21 mars 1991, cinq jours avant le renversement de Moussa Traoré, au moment où des dizaines de milliers de jeunes descendaient déjà dans la rue au péril de leur vie, Konaré osa signer dans un journal local, "les Echos" un article dénonçant l'UDPM, le parti de Moussa Traoré. Ainsi, tout en étant ministre du dictateur, il surfa sur la vague de mécontentement et sut retourner sa veste au bon moment pour devenir "l'opposant" officiel et attitré à la dictature de Moussa Traoré. De nombreux jeunes furent ainsi bernés par son opportunisme politique.

Mais les dix années de règne de Konaré ne changèrent rien de fondamental dans la vie quotidienne des petites gens. Certes les militaires

rentrèrent dans leurs casernes et on n'emprisonna plus les opposants pour le simple fait d'avoir osé critiquer le régime. Mais même cela n'est pas à mettre à son actif car c'est le résultat des manifestations estudiantines. Moussa Traoré lui-même, comme la plupart des dictateurs africains, sous la pression des dirigeants impérialistes, avait été contraint, à partir de 1989-90 de libéraliser quelque peu son régime en autorisant une dose de multipartisme et un parlementarisme de façade. Dans ce domaine Konaré ne se distingua pas beaucoup de son prédécesseur. On se souvient des élections présidentielles de 1997 que les partis d'opposition avaient boycottées à cause des magouilles et des fraudes organisées par l'ADEMA. Konaré avait alors sorti de sa poche un "opposant" fabriqué de toute pièce pour faire croire que son élection avait eu lieu selon les règles "démocratiques".

Il avait promis de mettre fin à la corruption au Mali, notamment au racket des policiers, des militaires, des gendarmes et des douaniers. Et si durant les premières années du pouvoir de Konaré ces rackets avaient réellement diminué ce n'est pas du tout grâce à sa volonté politique mais plutôt à cause du fait que ces racketteurs avaient peur de la réaction populaire à leur égard. Ils avaient encore fraîchement dans leur souvenir des images de policiers véreux se faisant lyncher par la population lors des événements de mars 1991. Mais les anciennes habitudes des policiers ont repris au fil des années.

Il avait aussi promis de réhabiliter la ligne de chemin de fer entre Bamako et Kayes datant de la colonisation. Mais au bout de dix ans, le constat est flagrant. Rien n'a été fait. Aujourd'hui pour faire

les 470 kilomètres qui relie Bamako à Kayes il faut mettre entre 14 et 16 heures. Il y a quelques années on en mettait environ douze heures et c'était déjà trop pour cette distance. Donc loin d'être réparé le chemin de fer qui est pourtant vital pour des millions d'habitants n'ayant d'autre moyen de locomotion que le train s'est au contraire dégradé.

La plupart des villageois n'ont ni électricité, ni école, ni dispensaire, ni eau courante car depuis l'indépendance l'Etat malien ne s'est jamais soucié d'améliorer ne serait-ce que le minimum les conditions d'existence des populations les plus déshéritées. Ce sont les villageois eux-mêmes qui à travers leurs associations, notamment avec les aides financières des travailleurs immigrés se débrouillent comme ils le peuvent pour pallier la défaillance de l'Etat. Ce sont eux-mêmes qui financent tous les travaux et les infrastructures en principe à la charge de l'Etat qui pourtant leur fait payer les impôts.

Pourtant lorsqu'il fallait trouver plusieurs dizaines de milliards de francs CFA pour financer des dépenses prestigieuses telles que la réalisation de plusieurs stades de football en vue de la CAN 2002, Konaré n'a pas hésité à débloquer cette énorme somme qui aurait pu servir à construire des choses utiles à la population, comme par exemple à réparer cette vieille ligne de chemin de fer.

Aujourd'hui Konaré laisse le pouvoir à son successeur ATT mais pour les populations pauvres des villes comme des campagnes c'est la même misère, la même exploitation et le même mépris des dirigeants qui vont continuer.

M A L I**LE DERNIER CADEAU DE KONARE
A L'ANCIEN DICTATEUR
MOUSSA TRAORE**

Avant de quitter le palais de Koulouba, Alpha Konaré a amnistié le 28 mai dernier l'ancien dictateur Moussa Traoré et son épouse entre autres. Il avait été renversé le 26 mars 1991 après plusieurs jours de grandes manifestations de la jeunesse à Bamako. Des dizaines milliers de jeunes sont descendus dans les rues, bravant les mitrailleuses de l'armée et de la police de Moussa Traoré. La répression féroce qui s'abattit sur eux et qui fit plusieurs centaines de morts ne fit que précipiter la fin de son règne. C'est ainsi qu'Amadou Toumani Touré alors commandant de la garde présidentielle, prit la tête d'un comité militaire et renversa le régime agonisant de Traoré. Celui-ci ainsi que ses plus proches collaborateurs avaient été dans un premier temps condamné à la peine capitale à la suite d'un procès. Konaré les grâcia au nom de la "réconciliation nationale" en

transformant leur peine en prison à vie. Mais au fil des ans cette prison à vie s'est transformée en prison dorée. L'ancien dictateur avait droit à un téléphone, dont il n'a jamais payé la facture, à un téléviseur, à un jardin potager, à des visites privées ainsi qu'à bien d'autres avantages qu'aucun simple prisonnier n'aurait pu avoir au Mali.

Aujourd'hui cet assassin est totalement libéré. Et tous les milliards qu'il avait détournés des caisses de l'Etat durant son long règne ? Et les dizaines ou les centaines de personnes que son armée avait assassinées? Et tous ceux qui ont péri de mort lente dans les sinistres geôles à Kidal ou ailleurs? Ceux-là ne comptent pas aux yeux de Konaré. Il veut simplement effacer l'ardoise histoire de le remercier de l'avoir nommé jadis ministre de la culture et finalement de lui avoir permis de grimper plus haut jusqu'au sommet de l'Etat.

COTE D'IVOIRE**COMME SON PREDECESSEUR
LE POUVOIR ACTUEL EST AU
SERVICE EXCLUSIF DES RICHES
ET DE LA CLASSE EXPLOITEUSE**

Quel est le travailleur qui n'a pas eu un pincement au coeur, sinon un écoeurement, en écoutant les propos de Gbagbo dans sa longue interview télévisée?

Comment peut-il dire, parlant de ce que lui et son équipe ont réalisé depuis qu'ils sont au pouvoir, que "ce qui était humainement possible de faire en un an et demi, nous l'avons fait".

Qu'est-ce qui a été fait? Les salaires des travailleurs ont-ils

été augmentés? L'accès aux hôpitaux a-t-il été rendu gratuit, comme c'était le cas dans le passé? Les ponctions abusives sur les bas salaires sous forme CNPS et autres, etc, ont-elles diminué depuis que le pouvoir FPI est aux commandes? L'eau potable a-elle été rendue plus accessible aux populations laborieuses? Le pouvoir d'achat des travailleurs a-t-il été augmenté? La TVA, cette taxe qui frappe indistinctement riches et pauvres, a-elle été supprimée? Bien

sûr, rien de tout cela. La dégradation continue du niveau de vie des travailleurs témoigne exactement du contraire.

Parce que le choix politique du gouvernement FPI va profondément dans le sens des intérêts bourgeois. Ainsi, tout ce que ce pouvoir a consenti comme "effort", depuis qu'il est aux affaires, c'est de servir à fond les intérêts de la bourgeoisie. A commencer par ceux des pays impérialistes.

Mais qu'il nous dise donc - puisque les caisses de l'Etat étaient vides lorsque le FPI arrivait au pouvoir - d'où proviennent les quelques 700 milliards de francs que le gouvernement distribue à ces affameurs que sont le FMI et la Banque mondiale, chaque année? D'où viennent aussi les centaines de milliards de francs pour compenser les cadeaux que sont les annulations d'impôt et les exonérations de taxes accordées aux capitalistes installés en Côte d'Ivoire, dont Gbagbo s'en

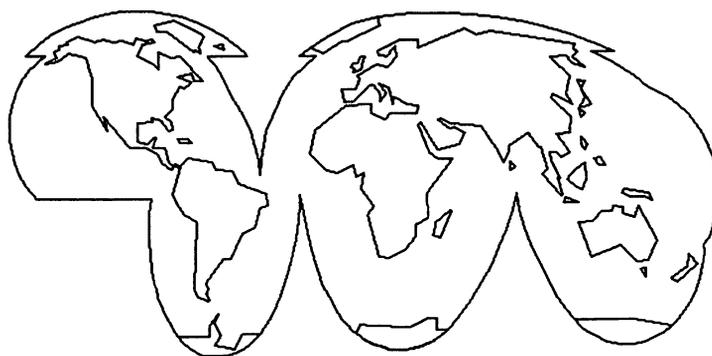
revendique avec fierté?

Tout cet argent qui engraisse les riches ne tombe évidemment pas du ciel. C'est l'addition de tout ce que ce gouvernement continue, de plus belle, d'enlever de la poche des populations les plus pauvres.

Quand, ensuite, Gbagbo a le culot d'affirmer que sa politique va dans le sens "*des intérêts de la Côte d'Ivoire*", il se moque bien des travailleurs! Il se garde bien de préciser s'il parle de la "*Côte d'Ivoire*" des riches ou celle des pauvres. A moins qu'il veuille nous faire croire qu'en mettant dans la bouche des patrons, il remplit le ventre des travailleurs!

La vérité c'est que les Gbagbo, Bédié, Ouattara et consorts sont des hommes de la bourgeoisie. Ils mènent par conséquent une politique favorable à la classe bourgeoise. La classe laborieuse n'a donc rien de bon à attendre. Elles ne doit compter que sur leur force pour changer son sort.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

COTE D'IVOIRE**A CAUSE DES RACKETS
DES TRANSPORTEURS FUIENT LE PORT**

A cause des multiples rackets sur les routes entre Abidjan et les frontières nord du pays, certains transporteurs préfèrent, au port autonome d'Abidjan, d'autres ports comme ceux Téma au Ghana et Lomé au Togo.

Selon le directeur général, le premier port de l'Afrique de l'Ouest connaît une baisse de son trafic du fait de nombreux barrages routiers qui le rendent de plus en plus " non compétitif et moins attrayant." Quant à Lida Kouassi, ministre de la Défense et de la protection civile, il a pleurniché sur ces mauvais policiers, gendarmes ou douaniers qui, à cause de leurs "intérêts égoïstes" font fuir certains clients du port. Car, dit-il, ils prennent 5 000 à 10 000 F CFA sur certaines marchandises. Pour lui, la situation est grave et peut compromettre l'économie du pays.

Bien sûr, certains policiers, gendarmes ou même les petits douaniers qui courent après leurs salaires qui ne tombent pas (parfois

ils sont obligés de se mettre en grève pour percevoir leur dû) trouvent plus facile de taxer ces transporteurs sur les routes pour joindre les deux bouts. S'ils ne taxaient que ceux-là qui ont les moyens de payer, passe encore.

Mais malheureusement, sur les 50 postes de contrôle et barrages routiers en majorité illégaux, chiffre cité par le directeur général du port autonome, (un barrage tous les 10 km), les forces de l'ordre rackettent aussi, sans vergogne, les petits commerçants, et surtout les petites gens, comme les voyageurs, qu'ils dépouillent de leurs maigres biens.

Mais l'exemple ne vient-il pas d'en haut? N'est-ce pas les hauts dignitaires du régime qui détournent des sommes colossales des caisses de l'Etat dans le but de s'enrichir? Certains osent même étaler ces richesses volées en fêtant, pour montrer qu'ils sont devenus milliardaires?

**LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
OU SIMPLE PROPAGANDE?**

Dans le cadre d'une séance de travail sur la gestion de l'argent qui sera mis à la disposition des futurs conseillers généraux, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Boga Doudou, a dit que "celui qui détournera l'argent ira en prison."

Ce genre de parole de la bouche d'un Boga Doudou et consort sonne creux! Et pour sûr, ceux à qui ces

menaces s'adressaient les ont prises pour de la simple gesticulation. Car, comme ses compères, ce ministre braillard n'a ni la volonté, ni les moyens de les mettre en application.

Les voleurs d'hier ne se pavanent-ils pas dans les salons du pays? Ne fréquentent-ils pas tranquillement les allées du pouvoir, blanchis pour ainsi dire de leur rapines?

SENEGAL**DAKAR ECHAPPE DES GRIFFES DU PS
POUR TOMBER DANS CELLES DU PDS**

A la suite des élections municipales qui ont eu lieu le 12 mai dernier la capitale sénégalaise passe dans les mains de Pape Diop, membre du PDS et député proche de Wade.

L'ancien maire, Mamadou Diop (PS) qui avait fait main basse sur la mairie de Dakar depuis 1984 et qui n'avait réglé aucun des problèmes cruciaux de cette ville, à commencer par l'assainissement des eaux usées, le ramassage des ordures ménagères ou le transport public, a quitté son poste de sinécure. Ce départ a été accueilli avec peut-être un certain soulagement de la part des petites gens de Dakar qui en avaient maré de lui et qui croient, à tort, qu'avec le nouveau maire élu sous l'étiquette du "changement" (Sopi) il va y avoir un réel changement en faveur des plus démunis.

Ce nouveau maire est en réalité

un crocodile qui s'est accaparé de la mairie de la capitale pour en tirer des avantages personnels comme ses prédécesseurs. Il fait partie des familles bourgeoise de Dakar. Il est promoteur immobilier et dirige depuis vingt ans une société (Soumex) exportatrice de produits de la mer vers l'Europe. "Je suis un homme qui vient du privé où seul le résultat compte..." dit-il. Mais en réalité ce qui compte pour lui c'est comment utiliser sa nouvelle fonction pour s'enrichir encore plus au détriment des habitants.

Dakar est une grosse agglomération de 2,5 millions d'habitants. Près d'un sénégalais sur quatre vit à Dakar et ses environs. Son budget municipal est estimé à près de 12 milliards de F CFA. On comprend alors aisément que ce qui motive un capitaliste de l'acabit de Pape Diop c'est avant tout la part qu'il pourra soutirer pour son compte personnel.

TCHAD**LE PROFIT D'ABORD, LE SORT DES
PAYSANS ET L'ENVIRONNEMENT APRES**

Il y a quatre ans, quand la signature entre le gouvernement tchadien et ExxonMobil et ses partenaires était connue, immédiatement la fête avait éclaté dans tout le pays. Mais c'est surtout à Ndjaména la capitale que cette manifestation de joie était la plus grande.

Dans la rue ou sur les marchés populaires, les petites gens laissaient éclater leur joie : "On va être riche, on va avoir du travail". Et puis le bruit courait que les compagnies pétrolières allaient commencer à embaucher, sur place, sur les trois sites pétrolifères de

Doba, dans le Sud du pays (Miandoum, Kobé et Bololo). Aussi de nombreux jeunes chômeurs s'étaient rendus, (parfois en s'endettant pour le voyage) à Doba dans l'espoir de trouver un travail de manoeuvre, de gardien ou de surveillant. Ils allaient venir grossir le nombre des candidats "naturels" à l'embauche : les jeunes paysans des trois sites et de ceux des villages voisins.

Pour la plupart de ces candidats, c'était la déception. A part quelques centaines retenus pour creuser le pipeline de plus de mille km devant relier Doba à Kribi au Cameroun et des jeunes employés

comme gardiens ou surveillants, les compagnies pétrolières n'ont pas retenu grand monde. Découragés, certains ont dû rebrousser chemin,



Des villageois dans un site pétrolier de Doba

d'autres restés sur place continuent à vivoter en devenant vendeurs à la sauvette ou même délinquants, d'autant plus que, à cause de l'afflux de personnes, la vie est devenue très chère dans les villages.

C'est aussi la déception pour les petites gens qui pensaient que grâce à la manne pétrolière, le pays allait devenir riche, et qu'ils allaient profiter de cette richesse. Mais quand ils avaient appris que du premier prêt de 93 millions de dollars à répartir entre le Cameroun et le Tchad, une partie avait servi à l'achat des armes pour combattre la rébellion dans le Nord du pays, et on ne sait à quoi avait servi l'autre partie -en bref ils n'en ont pas vu la couleur- certaines de leurs illusions commençaient à s'envoler.

Quant au sort des villageois des trois sites, n'en parlons pas. Ils ont été chassés de leurs maisons, de leur champs, de leur village avec la complicité du gouvernement tchadien. Bien sûr ils ont été dédommagés par ces compagnies pétrolières mais les sommes qu'ils avaient reçues étaient dérisoires. Rappelons que lorsque les expropriations avaient commencé

en 1997, un manguier déraciné était payé 6 dollars, tout comme un goyavier ou un citronnier. Le karité, c'était 10 dollars. Un carré de sorgho rasé, 0,04 dollar, ainsi que le mètre carré de coton; celui du sésame détruit coûtait 0,03 dollar."

Et pourtant à ces paysans, ExxonMobil et le gouvernement tchadien leur ont promis monts et merveilles. Par exemple que leurs villages seraient électrifiés, que l'on allait leur construire des écoles, des dispensaires et creuser des puits. Mais si ça et là les compagnies ont construit une école ou creusé un puits, c'est juste pour mieux tromper la plupart des paysans. Ceux qui avaient compris la manoeuvre étaient entrés en colère.

Pour les calmer, on leur envoie aujourd'hui une anthropologue américaine. Pour faire passer la pilule, elle leur offre gracieusement un coq de sacrifice pour chaque arbre abattu. En effet après la destruction des champs et des arbres fruitiers (manguiers, bananiers, citronniers, etc.), ExxonMobil et ses partenaires continuent à détruire la forêt pour creuser la tranchée afin d'enfouir le pipeline.

Mais tout n'est pas noir pour tout le monde. Certains qui s'étaient frottés les mains n'ont pas attendu longtemps pour palper des pétrodollars. Ce sont les dirigeants. Avant même la signature de l'accord, ils avaient touché les dessous de table. Puis certains ont détourné le pactole versé par ces compagnies pétrolières. Pour eux, l'exploitation de ce pétrole est une aubaine. Leur souhait, c'est de toujours bénéficier de la faveur de Idriss Déby pour demeurer plus longtemps au poste afin de continuer à s'enrichir de cette manne. Car, comme on le sait, Déby change de ministre ou de directeur général comme il change de chemise.

ANGOLA**REGLEMENT DE CONFLIT
SUR LE DOS DES SINISTRES**

La télévision a récemment montré plusieurs reportages effectués dans un centre médical de fortune mis en place par médecins-sans-frontières (MSF). Les images de gosses en bas âge, squelettiques et malades, abandonnés par leurs



Savimbi (UNITA) et Dos Santos (président angolais)

noir, le marbre et beaucoup d'autres minerais constituent les potentialités économiques de ce pays. L'agriculture a connu ses heures de gloire sous la colonisation portugaise. L'Angola était par exemple le quatrième producteur mondial de café. Plusieurs décennies de guerre civile ont détruit la capacité de production.

Depuis la mort au combat de Savimbi, chef historique de l'Unita, des responsables des deux camps sont en train de trouver un terrain d'entente sous l'égide des grandes puissances. L'avenir des chefs de guerre et des troupes rebelles est en passe d'être réglé puisqu'il est question de les intégrer dans l'armée officielle et dans les institutions de l'Etat. Les grandes puissances y trouveront leur compte puisque les trusts miniers, les compagnies pétrolières et les marchands d'armes pourront continuer leurs affaires dans tous les cas de figure.

Mais quel sort est réservé aux 400 000 personnes rescapées de la guerre et déracinées par les affrontements entre les deux camps? Leurs terres sont minées et les autorités de Luanda disent n'avoir pas les moyens de procéder à leur déminage.

Malgré toutes ces richesses, l'Angola est devenu un pays sinistré. Les compagnies pétrolières et celles qui exploitent les autres richesses du sous-sol se moquent de la souffrance de la population du moment que l'exploitation peut continuer. Derrière ces sociétés capitalistes il y a les grandes puissances. Elles s'en lavent les mains ou se contentent d'accorder des subsides dérisoires à des ONG pour faire croire qu'elles font quelque chose contre la misère dans le monde. Ecoeurant.

parents décimés ou éparpillés, étaient difficiles à soutenir. A l'intérieur de ce camp il y aurait 14 000 enfants. Mais en réalité ce nombre ne représente qu'une petite partie par rapport à tous ceux qui errent encore dans les zones d'affrontement entre l'UNITA et les forces gouvernementales. Depuis 27 ans que la guerre a duré entre les deux camps, combien de victimes innocentes ont péri? Combien sont blessés ou déracinés? Les organisations humanitaires présentes en Angola estiment à 400 000 le nombre des survivants qui ont besoin d'un secours urgent.

L'Angola est un grand pays dont le sous-sol regorge de richesses minières colossales. Les régions diamantifères ont été pendant longtemps contrôlées par l'Unita. Le restant du pays, dont les parties riches en pétrole, sont restées dans les mains du gouvernement officiel de Luanda. L'or, le zinc, le granit

IMMIGRATION**LA LUTTE DES SANS-PAPIERS
CONTINUE .**

Au cours de ces dernières élections présidentielles et législatives les candidats des principaux partis ont parlé sur l'immigration. Plus particulièrement les partis de droite qui ont le monopole de la Télé et Radio ne manquent pas une occasion de lier la délinquance et l'insécurité dans certains quartiers à la présence en France des travailleurs immigrés et des jeunes des générations suivantes.

L'extrême droite de Le Pen s'est fait remarquer par son langage franchement raciste. Il a même déclaré que les clandestins, les sans-papiers, il faut les renvoyer chez eux.

De son côté la droite de nouveau pouvoir depuis un mois ne fait que reprendre voire renforcer la même politique anti-ouvrière et particulièrement hostile à sa fraction la plus vulnérable, les travailleurs immigrés et plus précisément ceux qui n'ont pas de papiers en règle. La politique menée par Sarkozy est dans la droite ligne de celle de Pasqua et de Debré. On se souvient de ces fameux charters de Pasqua et de la violence avec laquelle la police de Debré délogea les sans-papiers de l'église Saint Bernard.

Quant aux partis de gauche, il y a plus de promesses que des actes concrets. En 1997, Jospin avait promis la régularisation de tous les sans-papiers. Mais une fois à la tête du gouvernement, les cartes de séjour n'ont été accordées qu'au compte goutte. A l'heure actuelle plus de 60.000 demandes enregistrées n'ont pas eu de réponse favorable sans compter de nombreuses demandes d'asile qui n'ont pas eu de réponses. Et récemment aucun des grands partis de gauche ne s'est engagé de la façon dont ce problème

des sans-papiers sera résolu.

Fait nouveau, après la victoire de Chirac à la présidentielle, le nouveau gouvernement, sûr de sa position dominante a sorti de leur cage les flics pour les envoyer contrôler les jeunes et les immigrés sous prétexte de lutter contre l'insécurité et le délinquance. En fait, là encore, pour la droite présidentielle, c'est une façon de plaire à l'électorat lepéniste en faisant croire qu'il s'occupe de leur sécurité.

Ceci dit, à force de voir subitement le contrôle policier augmenter bien des travailleurs immigrés se sont inquiétés à juste titre. En effet on pourrait penser que c'est une situation provisoire mais rien n'empêche les autorités de laisser s'éterniser cette présence policière dans les rues des grandes villes et à proximité des quartiers à forte concentration de travailleurs immigrés.

C'est dans cette situation que les organisations de défense des sans-papiers ont profité de l'occasion de ces élections pour faire entendre leur voix. Le samedi 8 juin a eu lieu à Paris une manifestation de protestation de la République à la Bastille. En même temps d'autres actions ont lieu pour soutenir les sans-papiers. Dans la région parisienne, à Ste Geneviève des Bois, l'église du Sacré-Coeur a accueilli des sans-papiers qui demandent à être régularisés. A Massy sur le parvis de l'église St Paul des sans-papiers campent eux aussi pour leur régularisation. Et dans les deux cas avec le soutien d'une certaine fraction des habitants.

Les sans-papiers ont raison de faire entendre leur voix. Ils ont raison de protester. Bien sûr ils ont tout notre soutien.

MADAGASCAR**LUTTE POUR LE POUVOIR
ET SITUATION DE CHAOS**

Depuis le premier tour de l'élection présidentielle de décembre 2001, la situation est toujours bloquée. Marc Ravalomanana, homme d'affaire et maire d'Antananarivo s'est auto-proclamé président de la république. Le président "sortant", le militaire Didier Ratsiraka ne se considère pas battu puisqu'il y aurait ballottage selon lui. Ses partisans ont bloqué toutes les routes autour de la capitale et fait sauter certains ponts. La province d'Antananarivo qui n'a aucun accès à la mer est en train d'être asphyxiée économiquement. Il n'y a plus de carburant et les produits d'importation tels que les médicaments font cruellement défaut. La pénurie favorise le marché noir. L'essence coûte 25 000 francs malgaches le litre (3,8 Euros). Cela entraîne même l'arrêt des groupes électrogènes alimentant les hôpitaux ce qui se traduit en fin de compte par une augmentation importante du nombre des décès. Même des produits de base tels que le sucre, l'huile et le sel ont disparu des étals. Les gens très riches peuvent s'en sortir à condition de se les procurer à prix très élevé au marché noir. D'ailleurs un nombre important d'entre eux ont pris l'avion pour être à l'abri à la Réunion voisine en attendant que les événements se tassent à Madagascar.

Les effets du blocus ne se ressentent pas que dans la capitale. A Toamasina, la deuxième ville et principal port du pays, l'approvisionnement en produits vivriers et surtout en riz (nourriture principale du pays) est chaotique puisque cette denrée provient des plateaux de la province d'Antananarivo. Depuis le passage du cyclone Kesiny le 11 mai, c'est une catastrophe humanitaire qui se profile à l'horizon. Les pluies torrentielles qui ont entraîné la

mort de plusieurs dizaines de personnes ont également provoqué des inondations et des éboulements de terre. Elles ont emporté des ponts, détruit des voies et coupé du monde de nombreux villages.

Les effets conjugués des affrontements entre les deux camps en conflit et ceux des catastrophes naturelles sont en train de faire le lit du choléra, du paludisme et d'autres maladies mortelles.

Jusqu'où iront Ratsiraka et Ravalomanana ? La France ancienne puissance colonisatrice détient d'énormes intérêts économiques dans l'île. Le gouvernement français a envoyé deux avions pour que les deux protagonistes viennent se rencontrer à Dakar et trouver un terrain d'entente avec l'arbitrage d'Abdoulaye Wade appuyé par Omar Bongo et d'autres dirigeants africains. Ce sera la deuxième réunion du genre, car une première a eu lieu le 28 avril. Les deux protagonistes qui avaient signé un premier accord ont continué à camper chacun sur sa position une fois rentrés au pays. Un sentiment d'exaspération commence à envahir les différents camps opposés. La nouvelle rencontre de Dakar débouchera-t-elle sur un règlement rapide de la crise ? Si ce n'est pas le cas il est à craindre une guerre ouverte entre les militaires obéissant aux chefs des provinces autonomes et ceux obéissant au pouvoir en place à la capitale. Les deux camps en lutte n'ont pour le moment pas réussi à dresser les populations les unes contre les autres. Les escarmouches récentes qui ont fait 14 morts à Sambava dans le nord-est ont concerné essentiellement des militaires. Mais si la crise au sommet ne se résoud pas rapidement, la veillée d'armes peut se transformer en affrontement ouvert. La population n'a aucun intérêt à suivre les uns comme les autres dans cette voie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.